

Buttier, J.-C., Panagiotounakos, A. (2023). *Des savoirs pour agir sur le monde. Quels apprentissages des élèves face aux enjeux contemporains ?* Presses Universitaires de Grenoble, 308 pages.

L'ouvrage, comme son titre le laisse entendre, pose frontalement la question des finalités de l'éducation et donc celle de ses enjeux politiques. L'ensemble des contributions rassemblées faisant suite à un colloque international en 2019 intitulé « didactique de l'histoire, de la géographie et de la citoyenneté », prend le parti intéressant en lui-même (et peut-être d'autant plus pour un public autre que celui de Suisse romande en particulier) de s'inscrire dans la coalition de plusieurs disciplines au sein d'un « domaine disciplinaire », celui des Sciences Humaines et Sociales (SHS), comme l'institue officiellement le Plan d'Études Romand (PER) dès 2010.

Un des objectifs d'apprentissage de fin de scolarité obligatoire à 15 ans exprime ainsi comme « attente fondamentale » la capacité (en l'occurrence pour les élèves, les enseignantes et enseignants étant censés en disposer en amont...) de « s'approprier, en situation, des outils et des pratiques de recherche appropriés aux problématiques des sciences humaines et sociales » (SHS 33<sup>1</sup>). Si l'ouvrage assume alors pleinement les composantes de cet objectif commun aux différentes disciplines qui constituent ce domaine, il fait un pas de plus en mettant très directement au cœur de son propos sa finalité pour ainsi dire supérieure, en reliant donc une logique d'apprentissage des outils et des pratiques à une logique d'usage. Il est ainsi question du *pouvoir* que l'apprentissage est censé développer, de la part des élèves, *pour* agir « dans et sur le monde », comme le dit l'introduction.

Les contributrices et contributeurs des 13 chapitres de cet ouvrage s'expriment comme chercheuses et chercheurs, formatrices et formateurs, à partir de disciplines assez traditionnellement identifiées (géographie et histoire, très majoritairement représentée du fait de la sollicitation des travaux par l'*Équipe de didactique de l'histoire et de la citoyenneté - Édhic*), mais aussi à partir de « problématiques » (pour reprendre le terme du PER), comme celle du genre et des enjeux d'égalité, celle des migrations, celle de la créativité, ou encore à partir d'« éducation à » comme celle de l'éducation financière pratiquée et prescrite au Québec au titre des sciences humaines et sociales, dont la contribution qui en rend compte surprendra peut-être encore plus que d'autre.

On imagine que des enseignantes et enseignants des disciplines convoquées directement, principalement dans les degrés les plus avancés de la scolarité, seront davantage susceptibles de se saisir d'un tel ouvrage, la vivacité ou la chaleur des questions y étant plus habituellement de mise. Pourtant, et c'est un des intérêts d'une attention soutenue à apporter à ce domaine d'enseignement et d'apprentissage, tous les savoirs et toutes les disciplines sont au fond concernés par la « saveur » (hommage y étant rendu à Astolfi) et le sens des savoirs mis en jeu. Peut-être les responsables de ces disciplines ne peuvent-ils et elles simplement pas, ou peut-être moins que d'autres, ou moins sereinement, s'épargner la réflexivité quant à l'engagement normatif de leurs domaines ?

Autrement dit, si les contributeurs et contributrices de cet ouvrage conduisent et construisent des réflexions didactiques, pédagogiques et épistémologiques en partant de l'irréductible parti pris normatif (politique et moral) des savoirs inscrits et prescrits par les programmes officiels, y compris ceux qui prétendraient à la neutralité, c'est pour renverser le raisonnement. Si le parti pris pour *une éducation émancipatrice* est assumé et partagé aussi ouvertement, d'entrée de jeu et au-delà des effets rhétoriques, la posture engagée n'équivaut donc pas pour autant à revendiquer un militantisme voire un catéchisme sans contrôle. Au contraire c'est le détour par une réflexivité permanente, soutenue par la rigueur des recherches menées et appliquée aux cadres prescripteurs, aux techniques, aux pratiques, aux situations d'apprentissages, aux savoirs eux-mêmes, du côté des enseignantes et enseignants, et une pédagogie de la dévolution, de la problématisation, du projet, du côté des élèves, qui sont comme mandatés, mettant en cause, comme on peut s'y attendre, les postures trop rigides de stricte rupture épistémologique et d'imperméable clôture scolastique.

Rien d'étonnant dès lors que la question d'une tension ou d'une « intrication entre le scolaire et le non-scolaire » (p. 20) soit une des lignes de force de l'ouvrage, plus explicitement abordée par le texte final d'Étienne Anheim et par la présentation qu'en fait Charles Heimberg, puisque les finalités elles-mêmes de l'école et plus largement de l'éducation ne sont au fond pas « scolaires » mais le deviennent par leurs mises en forme, en « forme scolaire » justement, dont les paradoxes et les équivocités sont prises à bras le corps.

<sup>1</sup> Conférence intercantonale de l'instruction publique et de la culture de la Suisse romande et du Tessin. (2010). *SHS 33 - S'approprier, en situation, des outils et des pratiques de recherche appropriés aux problématiques des sciences humaines et sociales.* <https://portail.ciip.ch/per/learning-objctives/157/>

C'est finalement parce que les « mémoires » sont « dans la ville », et non d'abord dans l'école, – pour faire écho à une publication plus récente de la même équipe<sup>2</sup> – et plus largement parce que la citoyenneté est une affaire publique – un des « enjeux contemporains » que cet ouvrage propose d'assumer face aux élèves – avant d'être une visée scolaire, que les pratiques d'enseignement et d'apprentissages des sciences humaines et sociales qui en ont la charge – ou la garde – ne peuvent encore moins que d'autres domaines prétendre échapper à l'intranquillité.

On proposera pour finir de se demander, au-delà de l'association – désormais en partie établie par une conquête progressive du moins en Suisse romande, mais qui reste fragile – qui lie la didactique *de la citoyenneté* à celle *de l'histoire*, si la prise en charge d'une responsabilité critique, au sens d'une problématisation des conditions et limites de possibilité en matière d'émancipation dans et par l'école, ne s'étend pas bien au-delà du domaine des Sciences Humaines et Sociales, pour impliquer tous les domaines potentiels d'enseignement et d'apprentissage, mais aussi ceux de recherche en éducation, dont aucun ne saurait s'extraire entièrement de la vivacité et de la chaleur des enjeux du monde.

*Manuel Perrenoud, Université de Genève*

---

<sup>2</sup> Opériol, V., De Mestral, A., Dotti, F. (éd) (2024). *Mémoires dans la ville. Question sensible et enjeu de transmission*. Éditions Antipodes.